



CBB

Betteraviers belges – Belgische bietentelers



DOSSIERS :

- Protection des cultures
- PFAS

LA CBB RECHERCHE :
Gestionnaire administratif et comptable

RENCONTRE

Koen Hendrix gère l'exploitation avec son frère Dries et leur père

Dans ce numéro :

- 3** EDITO
- 4** EN BREF
- 5** CAMPAGNE
- 7** PROTECTION DES CULTURES
- 8** PFAS
- 10** IRBAB
- 12** RENCONTRE
- 16** MARCHÉ DU SUCRE
- 17** OFFRE D'EMPLOI
- 18** DIVERS



Une campagne betteravière record dans un contexte de marché préoccupant

Le secteur betteravier belge connaît cette année une campagne exceptionnelle. Partout dans le pays, on enregistre des teneurs en sucre élevées et des rendements à l'hectare impressionnantes. Les conditions météo ont été – et restent pour l'instant – très favorables, les conditions de terrain sont idéales et les betteraves se montrent sous leur meilleur jour. Tant dans les champs que dans les sucreries, tout se déroule sans encombre, sans problèmes techniques notables. C'est une campagne comme on les aime, et que l'on ne vit pas assez souvent.

Mais derrière ce succès se cache une réalité moins confortable. Le marché mondial du sucre demeure instable. Les prix reculent et l'incertitude quant à la valeur finale de la production actuelle est grande. Les tensions géopolitiques, les taux de change et les volumes de production dans des pays comme le Brésil, l'Inde ou la Thaïlande provoquent une évolution erratique des prix. Pour le planteur belge, cela signifie que la rentabilité de la culture est à nouveau sous pression.

Cette incertitude économique contraste fortement avec les excellents résultats techniques. Les coûts des engrains, de l'énergie et de la main-d'œuvre continuent d'augmenter tandis que le prix de vente du sucre n'est pas garanti. Il devient dès lors particulièrement difficile de prendre des décisions à long terme concernant la planification des cultures et des investissements. Le secteur évolue sur une ligne de crête entre performance agronomique et fragilité économique.

Dans ce contexte, le rôle de la CBB est essentiel. Nos contrôleurs ont constaté qu'une réception de betteraves frôlait la limite lors du décolletage, et qu'une autre présentait un manque de propreté susceptible d'avoir des effets négatifs sur les résultats d'analyse. De telles constatations justifient immédiatement un renforcement de la surveillance du respect des accords interprofessionnels. La présence de nos propres équipes de contrôle dans les différentes réceptions n'est pas un luxe, mais une nécessité. Cela démontre à quel point il est important que les planteurs belges disposent d'une organisation forte, capable de défendre leurs intérêts dans tout le pays – non seulement auprès des pouvoirs publics ou aux tables de négociation, mais aussi dans les salles de réception.

La représentation politique est tout aussi cruciale. L'initiative parlementaire de la députée européenne Céline Imart, qui plaide pour des prix couvrant au minimum les coûts de production dans le cadre de la nouvelle Politique Agricole Commune, mérite tout notre soutien. Le souvenir du prix minimum de 404 €/tonne de sucre, en vigueur jusqu'en 2017, est encore bien présent. Un mécanisme similaire – de préférence indexé – constituerait une étape importante vers un cadre plus stable pour nos planteurs. Le secteur betteravier belge a prouvé tout son potentiel. C'est désormais au marché et au monde politique de reconnaître et de soutenir ce potentiel.

Efficience, coopération à tous les niveaux et représentation : voilà les clés d'une culture durable et résiliente. La voix des planteurs de betteraves doit être entendue, à Bruxelles comme à Strasbourg. Parce qu'une campagne réussie mérite un avenir solide.

Hendrik Vandamme
Président de la CBB



En bref

Cristal Union : « feu vert » de l'Autorité de la concurrence pour reprendre la sucrerie Lesaffre car le risque de concurrence sur le marché de l'approvisionnement en betteraves est considéré comme nul : la sucrerie Lesaffre se trouve à plus de 80 kilomètres de l'usine Cristal Union la plus proche alors que la zone de collecte moyenne de betteraves de Cristal Union n'est que de 30 kilomètres.

États-Unis : baisse de 33 % du prix du sucre de betteraves due à une baisse de la consommation. La population américaine dépense 6 % de moins en bonbons et en chocolat et 10 % de moins en pâtisseries sucrées, tandis que près de 9 % d'entre elle prend désormais des médicaments amaigrissants tels que Wegovy et Ozempic, selon une étude réalisée par OC&C Strategy Consultants.

La baisse de la consommation de sucre a entraîné une baisse de 33 % des prix intérieurs du sucre de betterave par rapport à l'année dernière. Les planteurs de betteraves sont sous pression.



Les exportations de sucre du Brésil vers les États-Unis ont chuté de plus de 80 %. En août et septembre, le Brésil a réduit ses exportations de sucre vers les États-Unis de plus de 80 % par rapport à l'année dernière. En cause, la décision de l'administration Trump de commencer à appliquer des droits de douane de 50 % sur les produits brésiliens à partir du 6 août, selon Novacana.

États-Unis : un Coca-Cola à base de sucre de canne américain. Le président américain Donald Trump s'est réjoui dans les médias sociaux que la société avait accepté d'utiliser « du vrai sucre de canne dans le Coca-Cola aux États-Unis ». Coca-Cola a déclaré qu'elle continuerait à utiliser du sirop de maïs à haute teneur en fructose dans ses produits vendus aux États-Unis.

La production de sucre du Vietnam en hausse de 161 % par rapport à il y a quatre ans, selon l'Association vietnamienne de la canne à sucre et du sucre (VSSA). Près de 1,3 million de tonnes de sucre produites en 2024/25. A partir du 1er janvier 2026, le Vietnam adoptera un mélange de 10 % d'éthanol dans l'essence vendue dans tout le pays. Selon le ministère de l'Industrie et du Commerce, la production nationale d'éthanol du pays est suffisante pour répondre à environ 40 % de cette demande.

Brésil : Tereos prévoit d'augmenter l'irrigation des champs de canne à sucre de 5 % à 20 % pour 180.000 hectares de champs de canne à sucre à moyen terme, selon Globo Rural. L'irrigation permettrait de tempérer la volatilité climatique du Brésil, caractérisée par certaines saisons avec de bonnes précipitations et d'autres années sèches.

Indonésie : le gouvernement favorise le carburant E10. Le projet du gouvernement prévoit que toutes les stations-service en Indonésie fournissent du carburant contenant 10 % d'éthanol à partir de l'année prochaine, selon Antara News. Cette politique en faveur de l'E10 vise à réduire la dépendance de l'Indonésie vis-à-vis des carburants importés et à promouvoir l'utilisation d'une essence plus propre.

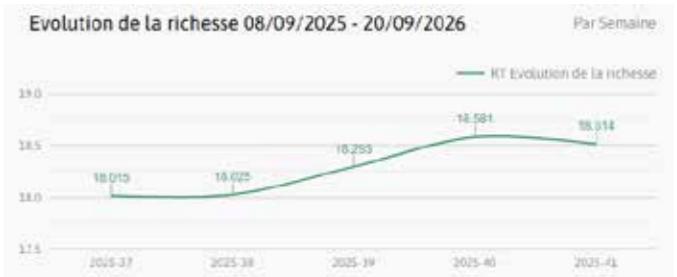
Campagne betteravière : une belle dynamique malgré quelques aléas

La campagne se déroule dans de bonnes conditions. Les richesses moyennes sont excellentes, tandis que les tares terre et végétale restent particulièrement basses.

Loïs Penasse

Une panne survenue le week-end du 5 octobre a temporairement ralenti l'allure à Longchamps-Wanze, mais grâce à l'avance prise la semaine précédant la panne et à une réaction rapide, aucun retard n'a été enregistré.

Les résultats cumulés sont disponibles chaque semaine sur le site de la CBB : www.cbb-belgium.be/campagne.



Résultat cumulé par usine

Usine	Tare Terre	Tare Végétale	BNC	Richesse
LNG	2.12	0,03	7,93	18,34
TNN	1.88	0,12	6,44	18,27
RT	2,00	0,07	7,19	18,30

Changement et sécurité des axes

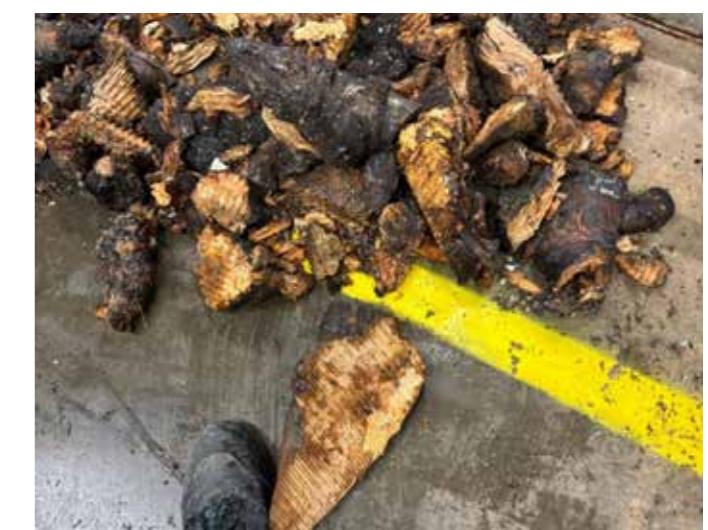
Les betteraves sont particulièrement propres cette année, ce qui permet de charger davantage les bennes puisque très peu de terre est transportée.

Cependant, cette situation entraîne parfois des pertes de betteraves sur la route. Nous tenons à rappeler qu'il est de la responsabilité de chacun de sécuriser correctement son chargement.

En cas d'abus, l'obligation de couvrir systématiquement toutes les bennes pourrait être imposée. Restons donc attentifs et responsables afin d'éviter d'en arriver là.

Livraisons contenant du bois

Plusieurs cas de livraisons comportant du bois ont été signalés à Tirlemont. Ces éléments perturbent fortement le bon fonctionnement de la sucrerie. Une vigilance accrue est demandée lors du chargement pour éviter tout incident.



Matériel et logistique : des avaleuses à jour et des toptex disponibles

Les avaleuses sont, en moyenne, à jour sur le terrain, ce qui contribue à maintenir un bon rythme de réception. Côté Toptex, les commandes ont été livrées. Ceux qui en avaient réservé peuvent désormais venir les chercher. Il reste également des disponibilités pour les planteurs n'ayant pas encore passé commande.

Variété Bertida KWS : compensation exceptionnelle

Comme vous l'avez sans doute constaté sur le terrain, la variété Bertida KWS a présenté un nombre anormalement élevé de montées dans la plupart des parcelles. Après concertation entre KWS, l'industrie sucrière et vos représentants, une compensation a été décidée pour tous les planteurs belges ayant semé cette variété en 2025.

Deux formules sont proposées :

1. Compensation financière : 500 € pour 3 unités Bertida KWS emblavées en 2025.
2. Compensation en semences :
 - Option Smart : 1 unité Smart (variété au choix) pour 3 unités Bertida KWS
 - Option Nématode : 1 unité Fionara KWS ou Asturidia KWS pour 2 unités Bertida KWS

Si vous avez encore des semences Bertida en stock, elles seront reprises par KWS :

1. Option cash : 408 €/unité reprise
2. Option échange :
 - 1 unité Bertida = 1 unité Smart KWS
 - 1 unité Bertida = 1,5 unité Fionara KWS ou Asturidia KWS

Pour toute question, n'hésitez pas à contacter votre agronome ou à vous adresser directement à la Raffinerie Tirlemontoise.

Une question ? Une remarque ? Une plainte sur vos résultats ?

N'hésitez pas à nous contacter :

- Syndicat betteravier de Tirlemont : controletnn@cbb.be - 016/80.14.24
De lundi au vendredi de 10h à 13h
- Syndicat betteravier de Longchamps : secretariat.abw@cbb.be - 081/51.02.41
Les lundi, mardi, jeudi, vendredi de 9h à 16h



Les politiciens confrontés à la réalité de la protection des cultures

Le débat sur la protection des cultures s'enflamme régulièrement au Parlement, mais la nuance fait souvent défaut. Fin septembre, des chercheurs, des organisations agricoles, des fédérations sectorielles et des agriculteurs se sont réunis sur l'exploitation de Philippe Avermaete à Linter. Objectif : offrir aux parlementaires flamands des commissions Agriculture, Environnement et Économie une vision réaliste de l'utilisation des produits phytosanitaires sur le terrain.

Dina Degryse

La professeure Barbara De Coninck (KU Leuven) a rappelé que l'Union européenne dispose de l'une des législations les plus strictes au monde en matière de protection des cultures. De moins en moins de substances actives sont approuvées mais « Moins de produits signifie des rendements plus faibles », a-t-elle souligné. « Selon la stratégie européenne De la ferme à la table, l'usage des produits phytosanitaires doit diminuer de 50 % d'ici 2030. Cela ferait chuter la production européenne de 12 %, nécessitant 11 millions d'hectares agricoles supplémentaires pour compenser. »

Le professeur Dany Bylemans (KU Leuven et PC Fruit) a poursuivi sur ce thème : « Sans protection des cultures, la sécurité alimentaire n'est pas assurée. Les normes de sécurité actuelles sont extrêmement strictes ; peut-être n'avons-nous pas assez informé le public à ce sujet. »

Les agriculteurs eux-mêmes ont dressé un constat encore plus alarmant. Le producteur de fruits Bert Toetenel a témoigné qu'une seule année marquée par les maladies avait suffi à le plonger dans le rouge, malgré l'utilisation d'alternatives biologiques. Le maraîcher Dirk Boeren a observé qu'il devenait de plus en plus difficile de maintenir la rentabilité des cultures à mesure que les produits disparaissent du marché.

Le secteur agro-industriel a également souligné l'importance d'une réglementation faisable. Les entreprises de transformation subissent en effet elles aussi la pression si certaines cultures risquent de disparaître. Elles ont insisté sur la nécessité d'un approvisionne-

ment stable en matières premières afin de préserver la production et l'emploi dans le pays. Selon elles, l'innovation dans l'agriculture de précision, la lutte intégrée et les nouveaux produits biosourcés ouvre des perspectives, mais exige du temps, de la recherche et des investissements. Sans une phase de transition réaliste, c'est l'industrie qui risque de subir la première les conséquences d'un durcissement des règles.

Le secteur betteravier et celui de la chicorée ont également fait entendre leur voix. Erwin Boonen (Raffinerie Tirlemontoise) a souligné que la « boîte à outils » des cultures en rotation avec la betterave s'est considérablement appauvrie ces dernières années. « Dans la chicorée, nous avons perdu cinq herbicides depuis 2021. Sans solutions alternatives, cette culture – et donc la production nationale d'inuline – est menacée de disparition. Ce que nous perdons aujourd'hui en matière de connaissances et de sélection variétale ne se récupère pas facilement. »

Le message de la journée était clair : **la réduction de l'usage des produits phytosanitaires est possible, mais seulement si des alternatives efficaces existent.** Sans cette garantie, la production alimentaire, la rentabilité et le savoir-faire agricole sont en danger. Comme a conclu le professeur Bylemans : « Nous ne sauverons pas la planète en délocalisant notre production agricole à l'étranger. »

Jusqu'à 100 000 hectares de cultures menacés par les nouvelles restrictions liées aux PFAS

Les débats récents au Parlement wallon sur la pollution aux PFAS et l'usage des pesticides suscitent de vives inquiétudes dans le monde agricole. Plusieurs motions ont été déposées afin de durcir la législation et de mieux encadrer l'utilisation de ces substances. Si les intentions politiques vont dans le sens d'une meilleure protection de la santé et de l'environnement, les conséquences pour le secteur agricole, et particulièrement pour la filière betteravière, pourraient être considérables.

Loïs Penasse

Les motions visent principalement à limiter l'usage de pesticides contenant ou libérant des PFAS à proximité des lieux fréquentés par des publics sensibles, tels que les écoles, les crèches, les maisons de repos ou les zones d'habitation. Les autorités souhaitent également interdire certains produits pour les particuliers et renforcer les contrôles sur l'ensemble du territoire.

Cette volonté politique s'inscrit dans un contexte où la Wallonie a déjà avancé plusieurs mesures concrètes. Depuis février 2025, des normes strictes pour la présence de



PFAS dans l'eau potable sont d'application, tandis que de nouvelles valeurs limites ont été fixées pour l'épandage de boues issues des stations d'épuration. L'objectif global est de réduire la contamination de l'environnement par ces substances, connues pour leur persistance dans les sols et leur accumulation dans les organismes vivants.

Selon les premières estimations relayées lors des discussions parlementaires, jusqu'à 100 000 hectares de cultures pourraient être concernés par ces restrictions. Ce chiffre, encore à confirmer, illustre l'ampleur du défi pour l'agriculture wallonne. Les zones de grandes cultures, dont celles dédiées à la betterave sucrière, figurent parmi les plus exposées à ces futures limitations.

Les inquiétudes sont d'autant plus fortes que certains produits phytosanitaires couramment utilisés pourraient être retirés ou strictement encadrés. Cela impliquerait pour les agriculteurs des ajustements rapides de pratiques culturelles, une recherche d'alternatives techniques ou biologiques, et potentiellement une hausse des coûts de production.

Que sont les PFAS ?

Les PFAS (substances per- et polyfluoroalkylées) sont une famille de plusieurs milliers de composés chimiques synthétiques utilisés depuis les années 1950 pour leurs propriétés antiadhésives, imperméabilisantes et résistantes à la chaleur. On les retrouve dans de nombreux produits du quotidien : emballages alimentaires, textiles, mousses anti-incendie, revêtements de poêles, etc.

Surnommés polluants éternels, les PFAS se dégradent très lentement dans l'environnement. Ils s'accumulent dans les sols, les eaux et les organismes vivants, y compris l'être humain. Certaines substances de cette famille sont suspectées d'effets néfastes sur la santé (perturbation hormonale, baisse de la fertilité, affaiblissement du système immunitaire...).

Les pouvoirs publics européens et régionaux cherchent aujourd'hui à réduire leur présence et leur usage, notamment dans les produits phytosanitaires et les boues d'épuration, afin de limiter la contamination des sols agricoles et de l'eau potable.



CHARGE(E) DE CLIENTELE AGRICOLE – ASSURANCE RECOLTE

WALLONIE/ BRABANT FLAMAND/ LE LIMBURG

Vereinigte Hagel est une société mutuelle d'assurance agricole spécialisée dans la couverture des cultures de plein air. Leader en Europe et numéro 1 aux Pays-Bas, elle offre aux entrepreneurs agricoles une protection financière contre les dommages causés par la grêle, la tempête, les fortes pluies, la sécheresse et le gel.

Vos missions

Dans le cadre du développement de nos activités, vous serez chargé(e) de :

- Renforcer les relations avec nos assurés et partenaires courtiers existants
- Prospective activement de nouveaux clients
- Conseiller les agriculteurs et courtiers sur les solutions d'assurance les plus adaptées
- Présenter, négocier et finaliser les offres commerciales.

Profil recherché

- Formation supérieure Bac+2/3, idéalement en agriculture, agronomie, ou commerce
- Solides connaissances des pratiques culturelles en agriculture
- À l'aise avec les outils informatiques
- Excellentes compétences relationnelles et commerciales
- Capacité à proposer des solutions sur mesure en fonction des besoins clients
- Résidence dans la zone de travail
- Maîtrise du néerlandais exigée
- La connaissance approfondie du monde agricole est un **atout majeur**.

Nous vous offrons :

Un poste dans un environnement de travail stimulant, responsabilisant au sein d'une coopérative engagée. Vous bénéficiez d'un salaire compétitif, complété par une rémunération variable motivante, ainsi que d'excellentes conditions de travail.

Intéressé(e) ? Envoyez votre CV et votre lettre de motivation à j.schreuder@vereinigte-hagel.nl

Techniques culturales betteravières

PVBC - PROGRAMME VULGARISATION BETTERAVE-CHICORÉE, DANS LE CADRE DES CENTRES PILOTES

2025: une année propice au désherbage mécanique

Cyrille Crismer

Une campagne contrastée

Alors que les contraintes réglementaires se renforcent et que la pression des adventices reste élevée, le désherbage mécanique continue de susciter l'intérêt des betteraviers. Une enquête menée auprès de 169 planteurs montre que, si cette méthode progresse, plusieurs freins limitent encore son adoption à grande échelle.

Des conditions très variables selon les régions

La campagne 2025 a été marquée par des conditions climatiques très hétérogènes.

Dans plusieurs régions, la sécheresse prolongée a provoqué des levées irrégulières de betteraves, rendant les interventions difficiles à généraliser sur l'ensemble des parcelles. Les levées échelonnées d'adventices ont également compliqué la gestion des stades de traitement.

À l'inverse, certaines zones ont bénéficié de pluies bien placées, permettant un bon fonctionnement des herbicides racinaires.

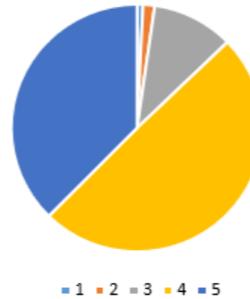
Dans ce contexte, le désherbage reste un sujet sensible : réduction du nombre de substances actives disponibles, apparition de résistances aux ALS (notamment sur graminées et camomilles en système Conviso®), et recherche de solutions plus durables.

Ce que montre le sondage

L'enquête révèle que 20 % des producteurs utilisent un programme Conviso®, contre 80 % en FAR, avec en moyenne quatre traitements FAR.

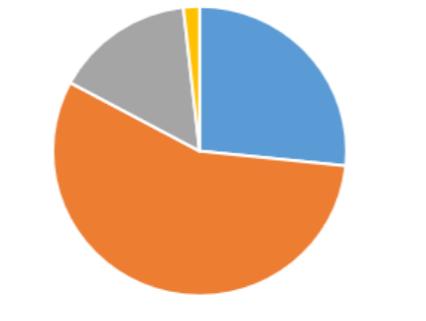
Côté mécanique, près d'un planteur sur trois ayant répondu au sondage est équipé pour le désherbage mécanique, et une proportion équivalente a réalisé au moins un passage cette année, souvent en complément d'un programme chimique.

Nombre de traitements FAR réalisés



La satisfaction globale vis-à-vis du désherbage reste élevée, mais plusieurs producteurs évoquent des difficultés liées aux levées tardives d'adventices et à la moindre efficacité des herbicides racinaires dans les conditions sèches. Les levées hétérogènes des betteraves ont également limité la précision des traitements.

Satisfaction vis-à-vis de votre désherbage



Des freins encore nombreux

Malgré l'intérêt croissant, plusieurs obstacles ralentissent le développement du désherbage mécanique :

Techniques et agronomiques

- Fenêtres météo souvent trop étroites ou conditions de sol défavorables (sols secs, crainte d'érosion, risque de créer un nouveau lit de germination).

- Efficacité limitée sur la ligne.
- Crainte d'une perte d'efficacité des herbicides racinaires après passage mécanique (même si ce point reste à confirmer scientifiquement).

Matériels et économiques

- Manque d'équipement disponible : les entrepreneurs ne sont pas toujours équipés ou débordés au moment des interventions.
- Coût élevé des bineuses et houes rotatives, difficile à amortir sur une seule culture.
- Recherche d'un matériel polyvalent, utilisable aussi sur d'autres cultures, pour rentabiliser l'investissement.

Organisationnels

- Méthodes mécaniques plus chronophages que le désherbage chimique.
- Périodes d'intervention souvent en concurrence avec d'autres travaux (semis, traitements, irrigation...).

Enfin, plusieurs planteurs estiment que, lorsque le désherbage chimique fonctionne bien, le recours au mécanique n'est pas jugé nécessaire, notamment en système Conviso®, où les deux approches sont perçues comme peu compatibles.

Des attentes fortes en matière de conseil

Les producteurs expriment une demande claire : plus de références et de conseils pratiques.

Parmi leurs priorités :

- Mieux comprendre comment associer désherbage mécanique et chimique, notamment le bon positionnement des interventions.
- Disposer de démonstrations et de réglages détaillés selon les outils (herse étrille, houe rotative, bineuse...).
- Optimiser les traitements chimiques restants : volume d'eau, choix des buses, moments d'application.
- Être accompagnés face à la progression des adventices résistantes et à la diminution des solutions chimiques.

Plusieurs pistes d'accompagnement sont déjà envisagées : mise en place de conseils hebdomadaires en saison, essais comparatifs, et démonstrations sur plateformes techniques.

Perspectives

Le désherbage mécanique trouve progressivement sa place dans les itinéraires betteraviers, surtout dans les contextes où les herbicides atteignent leurs limites.

Mais sa réussite passera par un meilleur appui technique, des matériels plus simples et polyvalents, et une intégration raisonnée au programme chimique.

En 2025, les planteurs ont montré que la voie du désherbage mixte est ouverte — à condition d'être bien accompagnés.

Et vous ? Donnez votre avis !

L'enquête reste ouverte afin de recueillir un maximum de retours d'expérience et d'identifier les besoins de conseil pour la prochaine campagne.

Chaque réponse permettra d'enrichir les références techniques et d'adapter les actions d'accompagnement aux attentes du terrain.

Les betteraviers intéressés peuvent encore y participer en suivant le lien sur notre site internet ou via le QR Code ci-dessous.



Si vous rencontrez des problèmes avec des adventices spécifiques, n'hésitez pas à nous contacter au +32 473 311170 ou via WhatsApp ou via mail c.crismer@irbab.be



« De deux sachets de semences à mille tonnes de récolte : cela reste merveilleux »

C'est une douce journée d'automne lorsque j'entre dans la ville de Tirlemont. Au loin flotte l'odeur caractéristique des betteraves sucrières — douce, peut-être, qui sait ? Sur la route, je croise plusieurs camions chargés de betteraves. La campagne bat clairement son plein. Quelques instants plus tard, je me trouve au bord d'un champ où Dries, le frère de Koen Hendrix, vient tout juste de terminer l'arrachage. Le tas de betteraves se détache dans le paysage automnal. Un moment idéal pour faire connaissance avec Koen Hendrix, agriculteur dans l'âme.

Isabelle Roelandts

Biographie

Koen Hendrix (°1983) a grandi dans une famille d'agriculteurs à Hoegaarden. Il a suivi une formation en technologie agricole et horticole à l'école PIBO de Tongres. Aujourd'hui, il gère, avec son frère Dries, une exploitation mixte combinant élevage bovin, grandes cultures et les prestations de travaux agricoles. Les betteraves y occupent une place importante depuis plusieurs générations. Koen est membre du comité d'usine de Tirlemont et est actif au sein du Verbond. Il est marié et père de trois enfants.

Koen, comment a commencé votre histoire agricole ?

L'agriculture est vraiment dans mon sang. Mon arrière-grand-père possédait déjà une ferme, et ma femme vient elle aussi d'une famille d'agriculteurs. J'ai littéralement grandi entre les tracteurs. Après mes études en agriculture et horticulture à PIBO Tongres, j'ai rejoint l'exploitation familiale. Aujourd'hui, je travaille avec mon frère Dries et mon père — officiellement retraité, mais toujours très actif sur l'exploitation. Ma grand-mère, qui a 91 ans, habite encore juste en face de la ferme et s'intéresse toujours à tout ce qui s'y passe !

À quoi ressemble votre exploitation aujourd'hui ?

Notre ferme est assez diversifiée. Nous avons un élevage de bétail viandeux, environ 160 à 170 taureaux Limousin, ainsi que des grandes cultures. L'entreprise de travaux agricoles est devenu un pilier de notre activité depuis 2008, et cette année, nous vivons notre douzième campagne d'arrachage de betteraves pour d'autres agriculteurs.

Nous collaborons régulièrement avec deux ou trois jeunes indépendants qui viennent nous prêter main-forte pendant les périodes de pointe — une belle manière d'impliquer la jeune génération dans le métier.

Nous cultivons environ 90 à 95 hectares, avec du blé, de l'orge (pour le bétail), du maïs, des betteraves sucrières et fourragères, de la chicorée, des carottes, des prairies et des pommes de terre de saison. Les betteraves sucrières représentent chaque année entre 10 et 12 hectares, selon la rotation. Nous arrachons et transportons nos betteraves nous-mêmes vers l'usine — environ huit camions partent toutes les deux semaines en direction de Tirlemont.

Comment se déroule la collaboration avec la Raffinerie Tirlemontoise ?

Très bien, en fait. La communication avec notre agronome est fluide et réactive. Lorsqu'une campagne se déroule selon le planning, tout fonctionne à merveille. J'accorde aussi beaucoup d'importance aux contrôles de tare effectués par la CBB et le Verbond : cela garantit un système équitable pour tous. Dans d'autres cultures, comme les carottes, c'est différent : l'acheteur décide du taux de tare, et il faut l'accepter. Avec les betteraves, on sait que tout est vérifié correctement.

Comment se déroule la campagne betteravière cette année ?

Jusqu'à présent, tout se passe comme prévu. La première livraison affichait 18,2 °Z de sucre, la seconde 19,5 °Z — des résultats dont on peut être fier. L'arrachage s'est également bien passé. Les deux années précédentes étaient plus compliquées, notamment à cause de la pluie. Il fallait jongler avec la météo pour choisir le bon moment. Cette année, le sol était un peu dur au début, mais ensuite tout s'est déroulé sans problème.



Quelles sont, selon vous, les plus grandes évolutions et les défis de la culture betteravière ?

Le plus grand changement, c'est sans doute l'incertitude autour du prix. Autrefois, le quota betteravier offrait une garantie. Les banques en tenaient même compte pour les prêts : c'était un signe de stabilité. Aujourd'hui, c'est différent : on ne sait jamais à l'avance quel sera le prix payé pour les betteraves.

Nous essayons de travailler de la manière la plus durable possible. La technologie, comme la bineuse à guidage par caméra, nous aide à réduire les produits chimiques tout en restant efficaces.



En parallèle, les agriculteurs doivent faire de plus en plus d'efforts en matière de durabilité, de protection des cultures et de lutte contre les maladies. Heureusement, la technologie évolue aussi. Notre bineuse guidée par caméra, par exemple, permet de désherber très précisément tout en limitant l'usage de produits chimiques. Sur les betteraves, nous combinons cette méthode avec une ou deux pulvérisations selon la saison.

La betterave reste une culture essentielle pour notre exploitation. Elle s'intègre parfaitement dans la rotation et assure une bonne diversification. Le secteur a aussi une grande importance régionale : il génère beaucoup d'emplois, que ce soit à l'usine, chez les transporteurs ou les entrepreneurs agricoles. Nous avons récemment investi dans une nouvelle arracheuse ; nous espérons donc que la culture restera rentable.

Qu'aimez-vous le plus dans votre métier ?

Ce qui me fascine toujours, c'est de semer au printemps et de récolter à l'automne. Voir ce que deux petits sachets de semences peuvent pro-

duire, c'est incroyable. On travaille toute une année pour ce moment, et quand tout se passe bien, c'est une vraie satisfaction.

Comment trouvez-vous l'équilibre entre travail et vie de famille ?

Pour être honnête, ce n'est pas toujours simple. L'agriculture n'est pas un métier de bureau et l'entreprise de travaux agricoles ajoute encore plus d'imprévus. Dès qu'on annonce de la pluie, tout le monde veut que les betteraves soient arrachées en urgence ! Heureusement, ma femme comprend bien cette réalité — elle vient elle aussi d'une famille d'agriculteurs — et elle gère la vie de famille avec beaucoup de patience. Je lui en suis très reconnaissant ! Pendant les vacances de carnaval, nous essayons toujours de partir quelques jours pour souffler avant que la saison redémarre.

La betterave fait partie de notre paysage. Sans relève et sans stabilité,

Koen (à droite) avec son frère Dries. Dries vient de terminer l'arrachage pour un client.

c'est tout un maillon de notre chaîne alimentaire qui disparaîtrait.

Enfin, quel avenir souhaitez-vous pour la filière betteravière ?

Avant tout, de la stabilité. Un prix juste, de la place pour l'innovation durable, et suffisamment de jeunes prêts à reprendre le flambeau. Sans relève, c'est tout un maillon de notre chaîne alimentaire qui disparaîtrait. Ce serait vraiment dommage : la betterave fait partie de notre paysage.

Des prix du sucre tirés vers le bas par le pétrole et le Brésil

La chute des cours du pétrole entraîne dans son sillage la baisse des cours de l'éthanol et indirectement celle des cours du sucre car quand les prix du pétrole baissent, les sucreries qui peuvent choisir comme au Brésil, préfèrent produire du sucre que de l'éthanol. Et plus de sucre sur le marché, cela veut dire des prix qui baissent. Sur le marché mondial, le cours du sucre blanc (terme de décembre 2025) est tombé à 375 euros la tonne le 20 octobre. Cela fait plus de trois ans que les cours n'ont pas été si bas.

Martine Moyart

Si les prix du pétrole brut continuent de baisser, la tendance ne va faire que se renforcer et le Brésil, premier exportateur mondial de sucre, aura du sucre à revendre sur le marché mondial. L'Inde, autre grand influenceur du marché mondial, a connu une saison de mousson favorable cette année et aura des stocks excédentaires à exporter en 2026. L'Association indienne des fabricants de sucre et de biocarburants a estimé que la production atteindrait 34,9 millions de tonnes au cours de la campagne 2025/26 qui débutera le 1er octobre. Avec une consommation de sucre nationale de 28 millions de tonnes, cela signifie un excédent de sucre de 6,9 millions de tonnes. Bien qu'une partie importante de cet excédent sera utilisée pour produire de l'éthanol, il restera des stocks de sucre excédentaires à exporter en 2026, ce qui pourrait aussi peser sur les prix mondiaux.

Il existe bien quelques signaux qui pourraient tirer les prix vers le haut mais ils sont faibles. Il est vrai que le niveau des stocks mondiaux est bas à l'issue de la campagne 2024/25 mais la nouvelle campagne 2025/26 qui s'annonce excédentaire va permettre de les reconstituer.

Prix UE : la baisse continue

Jusqu'à présent, les prix de vente du sucre sur le marché européen ont continué à baisser au mois de juillet 2025. L'observatoire des prix de la Commission rapporte un prix moyen (départ usine) des ventes à terme du sucre blanc dans l'UE de 534 euros pour juillet 2025 contre 536 euros en juin 2025, soit 2 euros de moins la tonne en un mois.

La baisse se traduit différemment selon les régions. Les prix restent plus stables dans le Nord et à l'Est de l'UE et dans nos régions tandis que dans le Sud de l'Europe, la

baisse est plus marquée (près de 30 euros de moins en un mois).

- Région 1 (Nord et Est de l'UE) : 533 €/t (537 €/t en juin 2025)
- **Région 2 (BE, FR, NL et DE) : 526 €/t (524 €/t en juin 2025)**
- Région 3 (Sud de l'UE) : 591 €/t (622 €/t en juin 2025)

Pour la campagne 2025/26, selon les estimations de la Commission, le niveau des stocks de sucre UE devrait rester stable autour de 2 millions de tonnes. Globalement, la récolte de betteraves est prometteuse et la production attendue dans l'UE devrait être bonne malgré la baisse de 9 % des superficies récoltées. Le marché UE redoute le nouveau contingent tarifaire d'importation de l'Ukraine qui entrera en vigueur en 2026 ainsi que les contingents tarifaires d'importation en provenance du Mexique et du Mercosur qui pourraient également entrer en vigueur dans les mois à venir.

Le plus préoccupant reste l'évolution des marchés mondiaux et du marché de l'UE pour 2025/26 : les niveaux de prix sont très bas et la plupart des analystes considèrent que les prix du marché mondial resteront sous forte pression au cours de l'année à venir. Les producteurs s'attendent à des conséquences négatives sur l'année 2026/27 : plusieurs transformateurs annoncent des résultats en perte.

GESTIONNAIRE ADMINISTRATIF·VE ET COMPTABLE

La CBB cherche un·e collaborateur·rice rigoureux·se et organisé·e pour gérer les aspects administratifs et financiers des coopératives Sopabe et Sopabe-T.

Une fonction **variée** au sein d'une petite équipe engagée au service des producteurs de betteraves.

Contrat à temps plein – télétravail possible – Bruxelles centre

Pour les détails, scannez le code ou visitez www.cbb-belgium.be
Envoy de candidature : mw@cbb.be



Südzucker : baisse drastique des résultats du premier semestre de l'exercice 2025/26

Le résultat d'exploitation consolidé du groupe a fortement chuté au premier semestre 2025/26 avec 42 millions d'euros à comparer aux 269 millions d'euros de l'année précédente. Une baisse essentiellement due aux pertes d'exploitation dans les divisions sucre et bioéthanol. Seule la division fruits connaît une croissance significative.

Au cours du premier semestre de l'exercice 2025/26, le segment du sucre a enregistré une perte d'exploitation de -89 millions d'euros (contre 72 millions d'euros l'année précédente). Cette détérioration significative des résultats est principalement due à la forte baisse des prix du sucre et à la diminution des volumes de vente. Même la réduction considérable des coûts de production au cours de la campagne 2024 n'a pas suffi à compenser la baisse significative des prix.

Pour la division CropEnergies aussi, le chiffre d'affaires a fortement reculé : 402 millions d'euros contre 484 millions d'euros l'année précédente. Ce recul est principalement dû à une baisse des volumes de vente aggravée par la baisse des prix de l'éthanol renouvelable ainsi que des produits alimentaires et fourrages.

Pour la totalité de l'exercice 2025/26 qui se terminera fin février 2026, Südzucker s'attend à un chiffre d'affaires entre 8,3 et 8,7 milliards d'euros contre 9,7 millions en 2024/25. Le résultat d'exploitation consolidé devrait se situer entre 100 et 200 millions d'euros contre 350 en 2024/25.

Ukraine : exportation record de pulpe vers l'UE

Au cours de la dernière campagne 2024/25, l'Ukraine a exporté près de 158.000 tonnes de pulpe de betterave pour un montant total de plus de 23 millions de dollars (. La demande la plus forte pour ce produit a été enregistrée en Allemagne, qui est devenue le principal importateur, selon l'association nationale des producteurs de sucre « Ukrtsukor ». Les principaux importateurs de pulpe en provenance d'Ukraine sont l'Allemagne avec 22 % des exportations totales, l'Espagne (21 %), la Pologne (21 %), l'Italie (12 %) et les Pays-Bas (9 %).

Accord UE-Mercosur : nouvelles mesures de protection pour les agriculteurs européens

Le 8 octobre dernier, la Commission européenne a proposé de nouvelles mesures pour protéger les agriculteurs européens dans le cadre de l'accord UE-Mercosur, rapporte Sugaronline. Pour rappel, l'accord UE-Mercosur permettra aux pays du Mercosur d'exporter vers l'UE jusqu'à 190.000 tonnes de sucre sans droits de douane (180.000 tonnes en provenance du Brésil et 10.000 tonnes pour le Paraguay).

Parmi les mesures proposées, la Commission prévoit de surveiller l'évolution des importations de certains produits agricoles sensibles dans le cadre de l'accord, dont le sucre. Un rapport d'impact de ces importations devrait être envoyé tous les six mois un rapport au Conseil et au Parlement européen. Autre mesure, l'ouverture d'une enquête sur les prix à l'importation en provenance des pays du Mercosur. Si l'enquête conclut à l'existence d'un préjudice grave pour les marchés européens, l'UE pourrait

retirer temporairement les préférences tarifaires accordées à ces produits. La Commission s'engage également à ouvrir sans délai une enquête à la demande suffisamment motivée de la part d'un État membre. Elle s'engage également à activer des mesures de sauvegarde provisoires dans les 21 jours suivant la réception de la demande dans les cas les plus urgents, s'il existe un risque suffisant de préjudice.

Ukraine : Les exportations de sucre vers l'UE tombent à 17 % du volume total en 2024/25.

L'Ukraine a beaucoup moins exporté de sucre en 2024/25 vers l'Union européenne : 17 % du volume total expédié en 2024/25 contre 77 % l'année précédente selon l'Association nationale des producteurs de sucre d'Ukraine.

L'Ukraine a exporté 580.000 tonnes de sucre au cours de la campagne de commercialisation 2024/25 qui s'est terminée le 31 août, dont 83 % ont été expédiées vers des pays hors de l'UE. Dans l'UE, la Bulgarie était le plus grand importateur de sucre ukrainien avec 59 % du volume total expédié par l'Ukraine vers le bloc européen en 2024/25. En dehors de l'UE, environ 14 % des exportations de sucre ukrainien ont été destinées à la Turquie, 10 % à la Libye, 8 % à la Macédoine du Nord, 5 % au Liban et 5 % à la Somalie.

L'Association nationale des producteurs de sucre d'Ukraine estime que la production de sucre de l'Ukraine en 2025/26 atteindra 1,5 million de tonnes. La surfaces de betteraves sucrières à récolter pour la campagne 2025/26 est estimée à 198.000 hectares.

Cristal Union : une première campagne sucrière 100 % autonome en eau.

Cette campagne, toutes les sucreries de Cristal Union seront ainsi entièrement alimentées par l'eau extraite des betteraves sucrières pour la transformation des betteraves en sucre, sans prélèvement dans le milieu naturel. 5 des 8 sucreries du groupe avaient déjà franchi le cap de l'autonomie avec une consommation d'eau divisée par 3 à l'échelle du groupe entre 2010 et 2023.

En complément des mesures de sobriété dans les usages et de l'adaptation des outils industriels pour capter la vapeur générée par les processus industriels, Cristal Union a investi plus de 150 millions d'euros dans des solutions de recyclage, de stockage et de traitement des eaux sur ses sucreries. L'eau est ainsi recyclée et réutilisée dans le process sucrier. En surplus, elle est également restituée aux sols agricoles pour l'irrigation.

Shell et BP se désengagent des biocarburants

Fin septembre, le groupe britannique pétrolier BP a suspendu son projet de construction d'une usine de production de biocarburants à Rotterdam, publie Reuters. BP a également annoncé renoncer à son objectif de produire 100.000 barils par jour de biocarburants d'ici la fin de la décennie pour se recentrer ses investissements sur des projets pétroliers et gaziers jugés plus rentables.

Ces derniers mois, BP avait déjà suspendu plusieurs projets d'usines de biocarburants autonomes, en Australie, en Allemagne et aux États-Unis. La branche biocarburants de BP se concentrera désormais sur BP Bunge Bioenergia au Brésil, qui dispose d'une capacité de 50.000 barils par jour d'éthanol issu de la canne à sucre, ainsi que sur la co-traitance dans ses raffineries existantes.



Photo: Air BP

Le groupe Shell a de son côté annoncé en septembre qu'il ne reprendrait pas la construction de son usine de biocarburants à Rotterdam, jugeant le projet non compétitif.



Betteraviers belges – Belgische bietentelers

Organe mensuel de la Confédération des Betteraviers Belges asbl CBB
Boulevard Anspach 111 / 10 • 1000 Bruxelles
T. 02 513 68 98 • F. 02 512 19 88 • www.cbb-belgium.be • lebetteravier@cbb.be

COLOPHON

Editeur responsable: Hendrik Vandamme, Président de la CBB
Edition et publicité: Isabelle Roelandts - Martine Moyart
Responsable de la technique betteravière: IRBAB Tirlemont
Imprimerie: Antilope De Bie

Abonnement annuel: Belgique € 24,00 • UE € 44,00 • Hors UE € 54,00
IBAN BE 70 1031 0384 3925 • TVA BE 0445.069.157